



## Compte-rendu du Café Citoyen du dimanche 18 Septembre 2016

### Thème : **Quel avenir pour l'offre de soins locale ?**

41 participants étaient présents à ce 6<sup>ème</sup> débat du Café Citoyen du Val Drouette

Personnes invitées : -médecin généraliste, sage-femme, psychomotricienne de Coulombs  
-médecins généralistes et dentiste de Hanches  
-médecin généraliste de Maintenon.

Selon les statistiques de l'Ordre National des médecins de 2007, il y a un médecin généraliste pour 10 000 habitants, un médecin sur quatre parts à la retraite

En Eure et Loir, - sur Chartres moins 15 % de médecins entre 2007 et 2016 et sur Dreux moins 30 %.

Un médecin sur 4 partira à la retraite entre 2007 et 2025.

Patricia ouvre le débat par une présentation du thème du jour et des constatations :

- la médecine et ses acteurs changent (télémédecine)
- féminisation de la profession
- problème posé par les diplômés étrangers différents de ceux obtenus en France
- les besoins des patients changent du fait du vieillissement de la population et de l'augmentation du nombre des maladies chroniques.
- Maintien des patients à leur domicile

La désertification médicale touche sérieusement notre région, les professionnels invités ont présenté des solutions possibles pour y remédier. Il faut rappeler par ailleurs que ce sont des professionnels de santé « libéraux » qui souhaitent offrir aux patients et aux jeunes médecins l'opportunité de maintenir les soins au niveau local.

Notre région n'attire pas les jeunes médecins qui souhaitent souvent au terme de leurs études rester dans les régions leur permettant une vie sociale personnelle.

L'équipe médicale de Coulombs travaille dans une MSP (Maison de Santé Pluridisciplinaire) qui existe depuis 2011. Un groupe de médecins travaillait auparavant en cabinet et a évolué vers une structure élargie avec de nouveaux bâtiments correspondants aux normes de sécurité avec accès pour handicapés. Les locaux sont gérés par une S.E.M. avec un partenariat public (75%) privé (25%). Les professionnels sont locataires et ne payent pas de charges pendant les 3 premiers mois de leur installation (ce qui facilite l'installation de nouveaux médecins). Des réunions régulières sont organisées avec les différents médecins pour apporter un parcours de soin adapté au patient. La

maison doit toujours être ouverte avec une plage horaire régulière. La SEM LE CADUCEE est présidée par le Maire ce qui confirme l'étroite collaboration entre les pouvoirs publics et les médecins.

Les médecins présents du secteur d'Epernon souhaitent l'ouverture d'une Maison Médicale. Le projet existe depuis 4 ans et l'équipe est en contact avec un cabinet conseil. Le dossier projet de santé (réseau santé) a été déposé à l'A.R.S. (agence régionale de santé). Cet organisme anime les réunions et donne les orientations. Des subventions sont possibles ainsi qu'une aide financière du Conseil Général. Aujourd'hui, pour que ce projet puisse aboutir, il est indispensable que les institutions publiques et les médecins se réunissent pour trouver :

- Le projet médical (à la charge des médecins et de l'ARS)
- Les subventions pour prévoir les budgets (différents acteurs)
- Un emplacement pour accueillir la maison en tenant compte des nouvelles réglementations liées à l'accueil du public
- Les règles de fonctionnement car intervenants libéraux avec une structure publique

Le problème du secteur de Maintenon est différent puisque la commune a fait construire un local, mais il est à ce jour inoccupé. Ce projet semble ne pas avoir été monté avec les différents intervenants. La conséquence semble que les médecins déjà installés ne souhaitent pas s'intégrer dans ce projet, pour plusieurs raisons dont l'infrastructure non adaptée à leurs besoins, manque de salle d'attente....

Quels que soient les projets mentionnés, nous retrouvons toujours la motivation sur la création de maison de santé pluridisciplinaire avec les arguments ci-dessous :

- pour assurer l'avenir de la profession.
- pour partager et travailler en équipe.
- pour travailler autrement : les dossiers patients peuvent être partagés et étudiés en concertation.
- pour le maintien des actes médicaux en local
- pour que les médecins puissent s'installer en milieu rural, se former et maintiennent une vie sociale privée

Ces trois exemples illustrent bien les difficultés rencontrées par les patients et les soignants. Les questions des participants montrent bien l'intérêt qu'ils portent au maintien d'une médecine de proximité, de qualité qui évite des consultations aux urgences hospitalières surchargées. Maintenir le lien humain aux actes médicaux.

Quelles solutions ?

Certaines sont proposées par l'état mais ne semblent pas toujours concluantes :

- mesures incitatives pour l'installation de jeunes médecins en milieu rural.
- bourses étudiantes avec, en contrepartie, une installation obligatoire pendant cinq ans.

L'état mise sur la télémédecine et considère qu'une distance de 30 Km entre un patient et un lieu de consultation ou de soins est correcte.

Il s'agit d'un projet social et les élus comme les acteurs médicaux ont besoin de s'entourer de compétences. Le regroupement de communes serait nécessaire pour appliquer une politique territoriale

Autres freins à l'installation de praticien du secteur médical :

- Les médecins présents nous informent qu'il devient de plus en plus problématique d'être maître de stage car les dossiers demandés dans le cadre de la prise en charge de stagiaires dans leur cabinet deviennent très lourds.
  - Il faut aussi s'alerter lorsque 25 % des médecins ne souhaitent pas pratiquer au terme de leurs études. Pourquoi ?
  - Aucun stage de gestion n'est proposé aux intervenants. Frein à l'installation car charges supplémentaires !
  - Contrats de santé publique – bourse dentaire avec comme contrainte de travailler de 3 à 5 ans dans « le désert de santé ». Quelle motivation ?
  - Coût à l'installation – donc endettement sans connaître le nombre de patients !
  - Frilosité des banques pour accompagner l'installation
  - Accompagnement à la formation et des nouvelles techniques
  - Isolement du médical de « campagne »

Beaucoup de questions sans réponse à ce jour.